Congo Research Papers
Journal des publications scientifiques
www.congoresearchpapers.net



Obstacles au développement liés au système éducatif national. Analyses et perspectives

Deltard RISASI Ongondjo[a] et J. P. RAMAZANI BIN SABITI[b]

[a] *Chef des Travaux à l'UPN-Kinshasa, RD-Congo et Doctorant en Economie de Développement à l'UCC-Kinshasa, RD-Congo*
[b] *Professeur à l'ISP-Gombe-Kinshasa, RD-Congo et Professeur à l'UCC-Kinshasa, RD-Congo*

Résumé

L'éducation occupe une place centrale au sein des sociétés humaines. Elle est présente sous diverses formes, dont la plus dominante est celle dispensée par les institutions d'enseignement primaire, secondaire mais aussi supérieur et universitaire. Cette étude a été élaborée suivant la méthode structuro-fonctionnaliste. La technique documentaire, et d'observation nous étaient utiles dans la consultation des livres, articles et la récolte des données sur le terrain. Le niveau de la pauvreté des parents et les conditions déplorables de travail et des études sont à la base de certaines entraves au développement du système éducatif congolais. Ces obstacles influencent négativement le niveau de la formation de la jeunesse estudiantine. Cette baisse continuelle du niveau d'études a atteint son paroxysme suite au désintéressement des pouvoirs publics et au déficit concernant la prise en charge du fonctionnement des universités et instituts supérieurs. L'organisation des enseignements universitaires adéquats exige la prise en compte des conditions de vie, de travail et du contexte de déroulement de la formation des jeunes universitaires. L'université est un cadre propice pour l'amélioration et le développement de la vie de l'être humain.

Mots clés : Enseignement, Education, Université, Economie, Développement

Abstract

Education occupies a central place in human societies. It is present in various forms, the most dominant of which is that provided by primary, secondary, but also higher and university education institutions. This study has been elaborated following the structural-functionalist method. The documentary and observation techniques were useful in the consultation of books, articles and the collection of data in the field. The level of poverty of parents and the deplorable conditions of work and study are at the root of certain obstacles to the development of the Congolese educational system. These obstacles negatively influence the level of training of young students. This continuous decline in the level of studies has reached its peak due to the lack of interest on the part of the public authorities and the deficit in the running of universities and higher institutes. The organization of adequate university education requires the consideration of the living and working conditions and the context of the training of young academics. The university is a propitious framework for the improvement and the development of the life of the human being.

***Keywords* :** Teaching, Education, University, Economy, Development

Introduction

Les personnes, aussi bien que les pays, tirent avantage de l'instruction. Pour les premières, les avantages potentiels résident dans la qualité de la vie en général et dans la rentabilité économique d'un emploi durable et satisfaisant en particulier. Pour les seconds, l'avantage potentiel est lié à la croissance économique et à l'instauration des valeurs communes qui cimentent la cohésion sociale. L'éducation peut donc être perçue comme un élément moteur de la vie macro-économique d'un pays. En d'autres termes, l'éducation, en favorisant l'éclosion et l'évolution des capacités du capital humain constituent un investissement productif non négligeable et un moteur de la croissance, de l'emploi et de l'augmentation des revenus. Elle intervient par le biais de la formation de la main d'œuvre et d'autres compétences multiples à la réussite économique d'un pays.

Dans son ouvrage « The stages of economic growth : a non-communist manifesto. », WALT WHITMAN ROSTOW (1990), signale que le niveau de scolarisation ne cesse d'augmenter partout dans le monde. Cette augmentation a concerné aussi bien les pays développés que ceux en développement. Dans les premiers, la question n'est plus de généraliser et démocratiser l'accès au système éducatif, mais d'en tirer le plein avantage pour assurer à l'économie nationale la croissance dont elle a besoin ; alors que dans les seconds, on lutte encore pour la généralisation de la scolarisation,

puisqu'une frange importante de la population n'a toujours pas accès au système. Pire encore, un pourcentage important de ceux qui ont la chance d'aller à l'école primaire, ne la terminent pas, ou encore, ne réussissent pas la transition vers l'enseignement secondaire. Ces enfants n'auront donc pas acquis les bases nécessaires d'une scolarisation suffisante et efficace pour ne pas sombrer dans les ténèbres de l'illettrisme avec son corollaire la pauvreté.

C'est ainsi que chaque Etat devrait s'investir à fond dans la construction de son système éducatif. Les théories du développement considèrent que les pays ont une meilleure chance de rattraper les économies les plus avancées, lorsqu'ils sont dotés d'une main d'œuvre qualifiée et préconisent que l'accès au système éducatif soit généralisé et qu'il soit également de qualité.

En effet, l'éducation joue le rôle du ciment social, dans ce sens qu'elle donne à l'ensemble de la population des valeurs culturelles communes qui peuvent favoriser le développement de chaque individu. Parmi les valeurs qui, généralement, se développent avec la diffusion de l'enseignement, on retrouve l'ouverture d'esprit, la démocratie et parfois la stabilité politique. Pour toutes ces raisons, l'éducation peut être considérée comme un véritable trésor et un facteur de développement.

Les principales entraves au développement du système éducatif, en République Démocratique du Congo, sont liées aux facteurs endogènes et exogènes. Les premiers sont attribués à la faible qualité du système et à la faible diffusion de l'éducation sur toute la population, alors que les seconds concernent le contexte économique et social dans lequel ces politiques éducatives ont été mises en place. La participation très modeste du secteur privé dans le financement ou l'investissement en éducation, et la faible adéquation entre l'offre éducative et les besoins du marché du travail comptent parmi les facteurs explicatifs.

C'est pourquoi, les différents secteurs de la vie nationale enregistrent, depuis plus d'une décennie, un important dysfonctionnement de sorte qu'il n'est pas facile aujourd'hui de faire ressortir clairement, et de manière détaillée, le bilan du système éducatif en République Démocratique du Congo. Le secteur éducatif illustre bien la profondeur de la crise que traverse le pays. Plusieurs facteurs sont à la base de la dégradation de notre système éducatif ; car on ne peut pas envisager le développement dans un pays qui tourne le dos au système de l'éducation nationale, notamment en terme d'investissement.

C'est aussi dans ce sens que la Banque Centrale du Congo dans son Bulletin Mensuel d'Information et Statistique (2005) souligne que c'est à travers ce type d'investissement que le pays peut se doter des compétences susceptibles d'augmenter l'efficacité et la productivité au travail et d'exercer à terme une incidence relativement forte sur la croissance. Il est évident que les dépenses d'éducation et de santé sont deux éléments-clés de la politique budgétaire qui peuvent accélérer la croissance à long terme, car des travailleurs instruits et en bonne santé sont non seulement plus productifs que les autres, mais aussi plus à même de recevoir une formation et s'adapter rapidement aux changements technologiques.

Ce manque de financement de l'éducation a pour conséquence la corruption. L'intelligence et l'application aux cours ne sont plus les seuls moyens de réussir. Un peu d'argent suffit pour y parvenir. C'est pourquoi la tricherie et la corruption sont tolérées couramment comme moyen de réussite et d'admission dans la promotion supérieure. Le comble en est que certains parents estiment que la réussite est devenue un droit pour leurs enfants de peur de devoir payer plusieurs fois les mêmes frais académiques (scolaires). Ils succombent à la corruption. Aussi KAMBA EVANGUNUNGA (2007), déclare que pour ce type de pays, il n'y a pas lieu de prétendre ni au développement, ni à la démocratie, ni à l'esprit inventif, ni à la mondialisation non plus. Ces pays encourent plutôt le risque d'être comptés parmi les « Etats esclaves », soumis. C'est pourquoi la qualité de l'éducation doit être d'actualité en République Démocratique du Congo.

En parlant de la qualité de l'éducation, nous ne nous baserons que sur celle de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU), bien que la qualité de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP), soit en déclin si on peut ainsi le dire. L'Enseignement Supérieur et Universitaire en République Démocratique du Congo n'est pas épargné de cette situation malencontreuse. Face à une très forte demande éducationnelle, les institutions supérieures et universitaires du pays ne sont pas à même de subvenir au besoin de ces candidats

dont le nombre est toujours croissant. Cela d'autant plus que la plupart de ces institutions n'ont pas des bâtiments, des fonds correspondant à leur vision.

Il y a lieu de noter que, les difficultés économiques et les guerres n'ont pas permis de nouvelles constructions à travers le pays. C'est pourquoi les infrastructures d'accueil sont insuffisantes. Quant aux anciennes, elles ne sont pas entretenues et elles sont souvent mal équipées en bancs, écritoires, matériels didactiques, laboratoire, bibliothèque, etc.... Il n'est pas rare de trouver des étudiants suivre des cours debout dans l'auditoire voire même à travers les fenêtres.

Nous constatons aujourd'hui que la qualité de l'éducation en général, malgré le courage et la grande volonté de son personnel enseignant, est de très bas niveau. Elle accuse un véritable coup descendant.

Ce qui nous amène à nous poser la question suivante : Quels sont les obstacles majeurs au développement lié au système éducatif national en République Démocratique du Congo ?

Pour réaliser cette étude nous avons considéré l'hypothèse selon laquelle que « plus le développement socio-économique est tributaire du savoir et doit s'appuyer sur des personnes et des cadres hautement qualifiés, plus l'enseignement supérieur et universitaire, doit jouer un rôle de premier plan dans tous les programmes de développement et d'organisation des sociétés ».

En abordant cette étude, nous voulons connaître les obstacles au développement liés au système éducatif national. Pour ce faire, nous nous sommes intéressé à l'enseignement supérieur et universitaire.

Lors de l'élaboration de la présente étude, les méthodes et techniques suivantes ont concouru à la récolte des données : la méthode structuro-fonctionnaliste qui nous a paru adaptée à cette étude. L'opportunité de cette dernière est due au fait qu'elle nous permet de comprendre et d'analyser des obstacles au développement liés au système éducatif national et la technique documentaire, et d'observation nous étaient utiles dans la consultation des livres, articles et la récolte des données sur le terrain.

1. Contexte de l'étude

Aujourd'hui, on parle également et de plus en plus du développement humain, faisant allusion au développement des individus. Dans le contexte du développement humain, il y a une part essentielle liée au système éducatif. On peut aisément comprendre que le système éducatif varie d'un pays à l'autre suivant plusieurs facteurs incluant la politique, la sociologie, l'économie, l'environnement etc. Le système éducatif performant est considéré comme un élément important du développement des personnes et de leurs communautés. Cependant, comme le dénonce SONY LABOU TANSI in KASINGA (2005), il y a réellement de nos jours délabrement du système éducatif.

N'est-il pas, avec raison, que les communs des mortels disent que la destruction d'une nation commence par la destruction de son système éducatif ?

La situation de l'enseignement en République Démocratique du Congo n'est plus un secret pour personne. Depuis un certain temps, le système éducatif s'est considérablement dégradé. Si un grand nombre de diplômés d'université, généralement bien formés, a été enregistré depuis l'indépendance, aujourd'hui l'enseignement de base s'est appauvri qualitativement.

Plusieurs raisons sont à l'origine de cette situation catastrophique. Nous pouvons citer : le faible budget alloué à ce secteur, le faible salaire des enseignants, le manque d'infrastructures adéquates etc…

2. Définition des concepts

2.1. Obstacle

Le petit LAROUSSE illustré (2018) définit l'obstacle comme tout ce qui s'oppose à la marche, ce qui empêche de passer, ou encore tout ce qui retarde une action, tout ce qui s'oppose à la progression.

Nous pouvons dire qu'un obstacle est ce qui arrête ou ralentit le mouvement, la progression, le passage de quelqu'un ou de quelque chose. Donc, par obstacle, il faut entendre toute entrave qui empêche l'accomplissement ou la réalisation du progrès, mieux, qui bloque tout avancement.

2.2. Développement

PERROUX (1986) réduit le développement à une réalité économique tout simplement. Et pourtant, la croissance n'est pas un critère suffisant pour apprécier le degré de développement d'un pays. Certaines croissances économiques, tel est le cas du Brésil et d'autres pays d'Amérique latine, ne profitent qu'à une oligarchie du pouvoir, voire aux sociétés multinationales. Le développement concerne l'homme et toutes ses activités : le social, la culture, la politique, les croyances religieuses, la façon d'être, les mentalités, les techniques. C'est un processus complexe parce que le développement d'un aspect ou d'un secteur de la vie appelle automatiquement le développement des autres secteurs. Car ses dimensions constituent un ensemble et s'interpénètrent mutuellement. Le développement est multisectoriel et vise un idéal. Il doit opérer un changement, une évolution de ces dimensions ou domaines cités ci-haut. Cette amélioration ne doit se limiter ni à la simple croissance économique, ni à un processus exclusivement économique. Néanmoins, l'essor économique influe sur l'ensemble du système social par modification de coutumes.

PERROUX (1986) définit encore le développement comme étant l'ensemble des changements dans les mentalités, les habitudes sociales et les institutions d'une population qui mettent celle-ci en état d'opérer sa croissance d'une part. Il est une expression d'une série d'avances qualitatives qui améliorent l'équilibre dynamique de la société en termes de qualification des rapports sociaux et humains, d'autre part (reproduction sociale). Selon BANYAKU LUAPE (1980), le développement et la croissance économique évoquent l'idée de progrès qui en est en fait la finalité. Le progrès, c'est la diffusion du mieux-être, c'est le passage qualitatif observable de l'être collectif au plus être collectif. Le développement suppose également être affranchi de la misère, trouver plus sûrement sa subsistance, la santé, un emploi stable, participer davantage aux responsabilités, vivre hors de toute oppression, être à l'abri des situations qui offensent la dignité humaine ; être plus instruit, telle est l'aspiration des hommes et des femmes d'aujourd'hui.

2.3. Système éducatif

EMILE DURKHEIM in BUISSON (1911), définit le système éducatif comme étant la somme des pratiques éducatives. Dans son sens historique, le système éducatif (ou scolaire) renvoie à une mise en système, à la construction d'un système cohérent à partir de noyaux éloignés, juxtaposés, voire disjoints. Dans son acception contemporaine, il s'agit de l'ensemble des institutions qui participent à la fonction éducative, et aussi à l'organisation d'ensemble de l'architecture scolaire, c'est-à-dire, du déroulement général des études : cycles, filières, orientations, etc…

En définitive, nous pouvons définir le système éducatif comme étant un ensemble de procédés ou de pratiques organisées, destinés à assurer une fonction définie. En fait, le système éducatif est l'ensemble des structures, des modes de fonctionnement et des services assurant la formation et le développement intellectuel d'un humain.

Au bout du compte, tout système éducatif a pour objectif de transmettre aux enfants des connaissances, des savoirs et une culture commune. Aperçu sous cet angle, le système éducatif congolais a pour finalité de former des hommes et des femmes compétents, imprégnés des valeurs humaines, morales, spirituelles, civiques ; les apprenants doivent être créatifs et désireux de bâtir une nouvelle société congolaise, démocratique, solidaire, prospère et pacifique.

Les lignes directrices du fonctionnement du système d'enseignement universitaire sont contenues dans le vade-mecum et les instructions académiques qui sont publiées chaque année.

Aussi il va de soi qu'un système éducatif d'un pays doit être bien pensé pour que l'on puisse en tirer de meilleurs dividendes à l'échelle nationale pour la promotion d'une croissance économique et d'un développement global. Et cela d'autant plus qu'il est connu que la destruction d'une nation commence généralement par la destruction de son système éducatif.

3. Principales entraves au développement liées au système éducatif national.

Philosophie de base du système éducatif congolais : la formation de masse.

3.1. Les infrastructures d'accueil

Selon BONGELI, E (2015), le pays est entièrement à reconstruire. Les 150 000 km des routes, le nombre de ponts, des universités, des écoles, des hôpitaux qui

nous ont été légués par l'administration coloniale, doivent être en grande partie ressuscités, vu leur état de dépréciation actuelle. Les universités et instituts supérieurs nécessitent d'être réhabilités, redimensionnés et/ou créés selon les besoins présents qui tiennent compte des exigences d'une urbanisation massive.

En effet, un déroulement harmonieux de la formation des étudiants a aussi pour préalable l'assainissement des conditions de vie, de travail et de l'environnement. C'est pourquoi, MATANGILA, L. (2003) dans son ouvrage : « L'enseignement universitaire et supérieur au Congo-Kinshasa : Défis et éthique », nous dit que jusqu'en 1970, la République Démocratique du Congo, a fait preuve d'une bonne politique gouvernementale dans le domaine de l'éducation et de l'encadrement universitaire. Aussi, le gouvernement doit être soucieux du bon environnement pour le déroulement des enseignements de la jeunesse universitaire avec un accent particulier concernant la responsabilité, l'humanisme, et le respect de la vie. Il s'agit en fait d'offrir aux universités un cadre de vie et de travail adéquat qui favorise la recherche scientifique. C'est ce contexte qui n'existe plus et qu'il faut préalablement restaurer afin d'éviter la perte des énergies et le désespoir. Cependant, malgré la réhabilitation de quelques universités par le gouvernement actuellement, il y a toujours beaucoup à faire pour doter la jeunesse de la République Démocratique du Congo, d'un environnement éducationnel adéquat pour son développement.

A l'heure actuelle, les infrastructures d'accueil des universités et instituts supérieurs connaissent dans leur ensemble un délabrement généralisé. L'inconfort des conditions de travail constitue un réel empêchement pour une bonne formation des étudiants, futurs cadres dont le pays a tant besoin.

Les bâtiments administratifs ont souvent des problèmes d'éclairage, de détérioration du matériel, de mobiliers, de vitres brisées, de portes sans poignet. Les salles de cours sont surpeuplées avec un coin devenant par moment de bureaux administratifs. Un grand nombre d'étudiants suivent les cours non seulement débout, mais encore à l'extérieur, lorgnant à travers les fenêtres, faute de places. La destruction des conduites d'eau, l'absence de canalisations, le manque d'entretien des fosses septiques, des tuyaux et des caniveaux bouchés ne permettent pas l'évacuation de l'eau. Le manque de restaurants universitaires est à la base de la pullulation des kiosques autour des campus universitaires générant l'insalubrité de l'environnement universitaire.

L'état actuel de l'infrastructure d'accueil des universités et instituts supérieurs, doit constituer une réelle interpellation de conscience nationale, des autorités politiques et académiques, du monde estudiantin, etc. Cette détérioration, qui ne favorise pas un encadrement et une formation adéquats des étudiants, est souvent un vrai obstacle pour le développement du système éducatif national, et par sa tolérance, va même au-delà en touchant la conscience.

Aujourd'hui, à travers le pays, on assiste à une augmentation sans cesse croissante des effectifs des étudiants.

Le nombre très élevé des étudiants ne correspond malheureusement pas à la capacité d'accueil des universités et instituts supérieurs. L'institutionnalisation des antivaleurs, la perte de sens du bien commun n'offrent pas les conditions favorables au maintien d'une infrastructure adéquate pour l'enseignement et la recherche scientifique. Comme si cela ne suffisait pas, le manque d'une politique planifiée en matière de gestion des infrastructures, le relâchement apparent de l'Etat, les vicissitudes de la vie, l'irresponsabilité des étudiants, ne permettent pas de promouvoir un environnement universitaire appréciable.

En outre, les universités et instituts supérieurs sont mal équipés en pupitres, en écritoires, en matériels didactiques, en laboratoires, en bibliothèques. Cela constitue un obstacle majeur pour le niveau de l'enseignement et de développement de notre pays.

Cette situation justifierait même le niveau bas de la production nationale brute de notre pays, l'absence d'une politique de l'habitat, de l'instabilité politique qui ne permet pas une politique budgétaire suivie, notamment des infrastructures universitaires dont les conséquences sont néfastes pour le pays tout entier qui se prive ainsi de futurs cadres responsables, bien formés et consciencieux.

Par conséquent, les universités et instituts supérieurs doivent faire face, dans le cadre de la mondialisation, aux défis de la compétitivité.

Aussi, le développement d'infrastructure s'avère essentiel pour assurer les meilleures performances intellectuelles, via notamment l'amélioration de la qualité des enseignements, des recherches et donc de la qualité des systèmes éducatifs.

3.2. Les corps enseignant, administratif, technique et ouvrier

Dans l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU), on distingue plusieurs corps notamment les corps académiques qui comprennent les professeurs et le corps scientifique comprenant les chefs de travaux et assistants. Tous forment le corps enseignant des universités et instituts supérieurs. Il y a également les personnels administratif, technique et ouvrier (PATO en sigle), qui font partie du personnel d'une université en République Démocratique du Congo. Tous ces gens contribuent au bon fonctionnement du système éducatif à l'université.

Nous savons que jadis le recrutement des cadres scientifiques et administratifs, tenait compte de la méritocratie, de la probité morale, des facultés intellectuelles indéniables et de tant d'autres qualités humaines. Les enseignants d'université étaient ipso facto des modèles pour la société. Tels étaient les critères de sélection.

Aujourd'hui, il arrive que les critères de sélection des cadres administratifs et scientifiques ne soient pas toujours ceux cités plus haut, mais le clientélisme, le favoritisme, le conflit générationnel, le tribalisme…, il faut parfois corrompre pour se faire pistonner.

Ensuite, les dossiers de candidature déposés à l'université et transmis au département ne sont pas toujours analysés aussitôt, il faut parfois attendre deux à trois ans avant d'avoir une suite, même aucune suite du tout. Les soutiens et les recommandations souvent prédominent. L'absentéisme des professeurs aux réunions ne favorise pas toujours un traitement rapide du dossier ; il faut beaucoup de patience et de courage. Une fois engagé, il s'agit à présent de faire face aux nombreux défis.

Il y a donc un problème réel dans le système éducatif congolais à savoir celui de lever les défis existants.

Nous allons donc épingler dans les lignes qui suivent les obstacles au développement qui sont liés au système éducatif congolais.

a) Pauvreté

Le personnel de l'Enseignement Supérieur et Universitaire en République Démocratique du Congo n'est pas suffisamment sécurisé. Le fléau qui ronge ce secteur est le sous paiement du personnel caractérisé par le manque de paiement de salaire même pendant plus d'une décennie. Nombreux sont des enseignants : Professeurs, Chefs de Travaux et Assistants qui perçoivent rien, ni salaire de base, ni la prise de l'Etat. Leur vie est réduite à l'obtention de ce qu'on appelle prime de transport spécifique à chaque institution d'enseignement. Il serait d'une importance capitale que l'homme congolais du sommet jusqu'à la base soit repensé afin d'arriver à connaitre un changement intégral de notre secteur éducatif et qui boosterait même le reste de secteurs. Mais ce qu'il faut bien voir, c'est que ceux qui assurent la formation universitaire se trouvent dans des situations financières et matérielles d'extrême pauvreté. Ainsi, la précarité de vie matérielle des scientifiques et des administratifs ne leur permet pas d'assurer les responsabilités relatives à l'éducation, à la santé, à la restauration de leurs propres familles.

Par ailleurs, dans le souci de voir certaines personnes changer de mentalité dans nos universités et instituts supérieurs, le ministre de tutelle a mis sur pied une structure dénommée " assurance qualité " pour essayer de veiller au comportement du personnel des institutions universitaires. Cette initiative est à louer, mais, il ne suffit pas seulement de créer la fameuse structure sans qu'elle ne puisse être dotée d'infrastructures adéquates pouvant permettre aux agents de bien se prendre en charge.

Il sied de signaler que l'élément poignant évoqué ci-dessus, le non-paiement, engendre la pauvreté accrue et pousse la majorité du personnel de ce secteur à plonger dans des antivaleurs accentuées pour tenter de pallier certains problèmes sociaux qui ne devraient être résolus que par les retombées de prestations.

Selon MATANGILA, L (2003), l'aliénation économique a le risque de conduire à l'aliénation morale et à la crise identitaire. Dès lors, il devient difficile d'être consciencieux et d'assurer un travail de qualité. Il me semble

que la rémunération et les avantages sociaux monétaires et non monétaires sont les vraies solutions aux problèmes du personnel des universités et instituts supérieurs.

b) Tribalisme

D'un point de vue historique, une tribu consiste en une formation sociale existant avant la formation de l'Etat. Certaines personnes utilisent ce terme pour faire référence à des peuples ayant de modes de vie non occidentaux ou des sociétés indigènes. Certains éthologues utilisent ce mot pour désigner les sociétés organisées sur base de liens des parentés, spécialement des familles ayant une même descendance.

Dans certains pays comme les Etats-Unis, ou l'Inde, les tribus sont des peuples indigènes qui ont une reconnaissance légale dans le pays concerné. Le représentant légal dans le pays peut être un chef de tribu ou mieux encore une sorte de conseil de tribu, qui représente la tribu et est généralement composé de personnes âgées et sages. Au Canada, le terme « première nation » est préféré à celui de tribu.

Le tribalisme dans notre pays est une doctrine qui consiste à favoriser même sans raison les individus venus d'une même tribu. C'est un sens négatif du tribalisme, c'est-à-dire, la survalorisation de son identité propre, la négation et le rejet de l'autre ou des autres. Cela peut constituer un obstacle au développement du pays et surtout au développement du système éducatif national.

Le tribalisme nourrit le patronage dans la société. Ce qui compte ce n'est pas ce que l'on sait faire, mais celui que l'on connait. Par conséquent, ce ne sont pas les plus compétents qui sont engagés et ce ne sont pas les entreprises les plus efficientes qui accèdent aux opportunités des affaires. Dès lors, plus que la compétence et l'efficacité, c'est l'origine ethnique, la filiation, la religion, qui deviennent le critère de l'allocation des ressources.

Cependant, les universités et instituts supérieurs connaissent un taux prépondérant du tribalisme par le fait que le personnel se ligue en terme de contrée pour pouvoir défendre les intérêts de leur tribu et chercher à se positionner suivant la même logique à chaque fois qu'elle connaît un changement du Comité de Gestion.

En outre, les intelligences d'un coin à l'autre favorisent leur jeunesse en leur accordant les mentions honorables pour la préparation de la relève du coin. Chaque membre du Comité de Gestion cherche à mettre quelqu'un de sa tribu dans des postes clés de la gestion. Pire encore, le mal est en passe d'atteindre même le corps professoral. En effet, force est de constater, que de nos jours plusieurs professeurs ont choisi délibérément d'être identifiés clairement par rapport à leurs tribus que comme « Pères de la Science » ou détenteurs de l'intelligence.

Ceci ne permet pas le développement de la science et moins encore du système éducatif en général. Comme l'a bien expliqué le penseur économique que l'origine du développement vient de l'accroissement de l'étendue du marché qui permet d'élever le degré de division du travail et de spécialisation des revenus. C'est pourquoi, les universités et instituts supérieurs doivent chercher le développement dans toute l'étendue de la science quelle que soit la tribu de la personne. Cela aura pour conséquence l'épanouissement de l'enseignement et l'évolution de la recherche scientifique.

c) Corruption

La corruption est l'un des traits marquants de l'accroissement de la pauvreté dans nos universités et instituts supérieurs. Elle en constitue à la fois la cause et la conséquence. Il est certes difficile de présenter des indicateurs mesurables de la corruption ; mais, il n'y a nul doute que c'est aujourd'hui l'un des plus grands obstacles au développement du système éducatif congolais.

Il existe une forte corrélation négative entre le niveau de développement et le niveau de corruption tel que mesuré par TRANSPARENCY INTERNATIONAL (2016).

La corruption anecdotique : c'est le cas de pays développés ou la corruption en vue d'obtenir un passe-droit reste anecdotique dans la vie économique, la récente crise des surprimes, le rôle croissant des paradis fiscaux, la forte dépendance des media à l'égard de la publicité (en moyenne deux tiers de leurs recettes) et donc des groupes industriels et financiers qui les contrôlent souvent directement amènent à nuancer pour beaucoup d'observation cette idée reçue.

La corruption pour obtenir un passe-droit : dans beaucoup de pays en développement, un système de corruption, renchérissant, les coûts de l'investissement est mise en place en

vue d'obtenir de passe-droit auprès de l'administration bureaucratique ou politicien.

La corruption pour obtenir un droit : dans certains pays sous-développés comme la République Démocratique du Congo, on observe un système poussé de corruption en vue d'obtenir n'importe quel droit (papier de l'administration, sortie de marchandise du port, avoir un point à l'école ou à l'université, etc..). Ce système pénalise les systèmes éducatifs et les entreprises de l'Etat. La corruption devient une sorte d'impôt privatisé par les fonctionnaires pour leur compte, les élites dirigeantes bénéficiant en général de ce système, elles ne le combattent pas voire parfois l'encouragent pour obtenir la paix sociale.

3.3. Manque de fonds de Recherche

Le manque de fonds de recherche constitue une entrave réelle au développement de l'enseignement. Les enseignants sont obligés, avec le peu qu'ils gagnent de financer leurs recherches et d'acheter des ouvrages récents. On comprend dès lors que cette situation peut conduire à des limites perceptibles.

3.4. Communauté estudiantine

3.4.1. Définition du mot étudiant

Étudiant (au féminin étudiante) est un mot dérivé du latin Studer qui signifie « s'appliquer à apprendre quelque chose ». Cependant, le terme ne s'applique pas à toute personne qui apprend. On le réserve généralement aux personnes intégrées dans un parcours scolaire ou universitaire.

Dans la plupart des pays francophones, l'usage du mot étudiant est encore plus restreint. Le plus couramment, il désigne les personnes engagées dans un cursus d'enseignement supérieur. Afin d'être exhaustif, il serait plus juste de l'associer à toute personne suivant un cursus de formation initiale post-secondaire. On le distingue ainsi de l'écolier, du collégien, du lycéen ou encore de l'apprenti.

On peut donc faire cette distinction fondamentale dans le monde de l'enseignement entre l'écolier qui fréquente l'enseignement primaire ou secondaire, et l'étudiant qui fréquente un établissement d'enseignement supérieur ou post-secondaire.

Nous pouvons encore définir un étudiant comme la personne qui fait des études supérieures et suit les cours d'une université ou d'une grande école.

3.4.2. Statut de l'étudiant

Il n'existe pas de statut international de l'étudiant. Chaque pays fixe la façon dont il gère cette population. Mais, en République Démocratique du Congo, pour être étudiant(e), il faut avoir un diplôme d'Etat et être inscrit(e) à une université ou institut supérieur et avoir la carte d'étudiant(e).

3.4.3. Inscription

Les inscriptions à l'université et dans les instituts supérieurs sont non seulement onéreuses, mais encore et surtout relèvent d'un exercice physique très difficile et demande beaucoup de sacrifices et d'abnégation car, les systèmes d'inscription sont généralement manuels. Certains agents profitent de la situation pour amasser quelques billets de Banque, parce que nombre de candidats ne connaissent pas les rouages des inscriptions.

3.4.4. Sélection

Il existe deux principaux systèmes de sélection des candidats à l'université et dans les instituts supérieurs :

- Le premier système de sélection consiste à sélectionner sur base des dossiers ; elle est faite par une commission, au vu des pièces d'un dossier généralement rempli par le candidat ou la candidate. Ce système met en avant une sélection en fonction des résultats scolaires du (de la) candidat(e). Le (la) candidat(e) qui a obtenu moins de 60% aux examens d'Etat va passer le concours d'admission. Celui qui a eu 60% et plus, est automatiquement accepté.
- Le deuxième système de sélection est une sélection sur base des concours qualifiés d'admission. Elle se fait au moyen d'une ou de plusieurs épreuves principalement écrites. Ce système met en avant les connaissances du (de la) candidat(e), sa capacité à analyser un sujet dans un laps de temps défini, et ses qualités réactionnelles.

3.4.5. Vie estudiantine

Comme nous avons signalé précédemment, l'Etat congolais avait doté les universités et instituts supérieurs de conditions des logements au prorata des effectifs des étudiants d'antan.

Cependant, les difficultés relatives au transport et au logement ne favorisent pas toujours un déroulement harmonieux des activités académiques d'autant plus que l'ESU n'a pas une politique claire sur la construction de nouveaux bâtiments. La situation financière de plusieurs parents des étudiants est précaire, le chômage et le maigre salaire des parents, l'absence de bourses d'études et de tout autre subside, influent négativement sur la vie d'un étudiant.

En outre, obligés à faire face aux difficultés de la vie académique, les étudiants finissent souvent par tomber dans la débrouillardise et dans la vente de divers articles et produits notamment les boissons, les gâteaux…Ainsi, les universités semblent se transformer en supermarché, les chambres des homes en magasins et les étudiants en vendeurs.

Nous remarquons, surtout la mendicité, le parasitisme, parfois la prostitution et le phénomène mariage académique, c'est-à-dire, une étudiante va tout simplement cohabiter avec un étudiant et les deux vont partager à deux les charges financières, mais le plus souvent la fille est prise en charge par le garçon, soit encore l'étudiante cherche un partenaire dans le personnel scientifique ou administratif des universités, etc.

La fragilité de la situation matérielle et financière des étudiants à l'université et instituts supérieurs les rend vulnérables et les expose à beaucoup d'incommodités. Les éventuelles prostitutions estudiantines pour la quête d'argent et des raisons de survie, l'insalubrité, les difficiles conditions de vie peuvent poser de sérieux problèmes de santé. Les universités et instituts supérieurs deviennent parfois des endroits où la moralité est douteuse.

3.5. Conditions de dispensation des cours

Nous savons bien que dans les années 1970, étudier dans une université ou institut supérieur donnait du prestige à la jeunesse et avait un attrait particulier. Un universitaire avait un statut social considérable. Les universités privées n'existaient pratiquement pas. Plusieurs jeunes finalistes des examens d'Etat avaient plus de joie à poursuivre des études universitaires ; ce qui leur assurait presque automatiquement un avenir meilleur et un certain niveau de vie. Les conditions des études étaient meilleures.

Aujourd'hui, le nombre élevé d'étudiants ne permet pas toujours un déroulement harmonieux des enseignements et un encadrement adéquat. Les quelques écritoires ou bancs des salles de cours ne répondent plus à la forte demande des étudiants. Il faut arriver tôt pour avoir une place assise, sinon vous allez suivre les cours debout ou à travers les fenêtres et il devient difficile de prendre des notes. C'est pourquoi, les Comités de Gestion des universités et instituts supérieurs ont instauré le système de partager un auditoire ou une promotion en deux ou trois parties selon l'ordre alphabétique pour bien suivre le cours ; En dehors de ça, il y a aussi l'aspect de « deux promotions » qui se partagent les jours pour un seul auditoire ou une même salle. Mais ce système ne marche toujours pas, il y a souvent le surpeuplement des salles de cours. L'encadrement des étudiants et les travaux pratiques deviennent difficiles à organiser suite à ces effectifs élevés.

Les recherches personnelles ou en groupe des étudiants, les lectures dans des bibliothèques se compliquent davantage par manque des ouvrages récents dans certaines disciplines scientifiques, aussi les travaux de laboratoire ne se réalisent souvent qu'avec les contributions financières des étudiants, car il n'y aucun subside pour la recherche de la part du ministère de tutelle. Nous croyons que la non amélioration des conditions de vie et d'études conduit à une perte d'énergie et constitue un motif de désespoir tant de la part des enseignants que des étudiants.

Conclusion

Au terme de cette étude qui a porté sur les obstacles au développement liés au système éducatif national, il a été principalement question de relever les entraves au développement du système éducatif national dans des universités et instituts supérieurs de la République Démocratique du Congo.

Pour ce faire, il convient de rappeler que notre seule grande préoccupation consistait à savoir si les principaux obstacles au développement liés au système éducatif national pourraient baisser ou pas le niveau d'enseignement dans notre pays. Face à ce problème, nous avons pensé, a priori, que la dégradation du système éducatif sur le plan des infrastructures, du personnel enseignant et administratif et des étudiants pourrait influer négativement sur les valeurs fondamentales de

l'enseignement et à la longue jouer négativement sur la vie en général du pays.

Aussi, la vérification de notre réflexion a été faite à l'aide des interviews et observations sur le terrain.

Nous avons remarqué, après analyse et traitement des données disponibles, que le niveau de la pauvreté des parents et les conditions déplorables de travail et des études sont à la base de certaines entraves au développement du système éducatif congolais. Ces obstacles influencent négativement le niveau de la formation de la jeunesse estudiantine. Cette baisse continuelle du niveau d'études a atteint son paroxysme suite au désintéressement des pouvoirs publics et au déficit concernant la prise en charge du fonctionnement des universités et instituts supérieurs.

Nous pensons avoir fourni des informations nécessaires à la compréhension et à la vérification de notre étude. Le domaine étant trop vaste, nous n'avons pas la prétention de l'avoir entièrement exploré. C'est pourquoi, nous invitons d'autres chercheurs désireux d'aborder des thèmes similaires de nous compléter si c'est nécessaire.

Références bibliographiques

BANYAKU LUAPE (1980). *Aperçus sur les études sociales de développement*. Kinshasa : Edition P.U.Z.

BONGELI, E. (2015). *Education en République Démocratique du Congo*. Paris : Edition L'Harmattan.

BUISSON FERNAND. (1911). *Nouveau dictionnaire de pédagogie et instruction primaire*. Paris : Hachette.

KAMBA EVANGUNUNGA, A. (2006). *La réforme de l'enseignement supérieur et universitaire au Congo, L'école Démocratique.* Kinshasa : APED.

KASINGA, C. (2005). *L'esthétique romanesque de SONY LABOU TANSI.* RDC : Edition L'Harmattan.

MATANGILA, L. (2003). *L'enseignement universitaire et supérieur au Congo-Kinshasa : Défis et éthique.* Paris : Edition L'Harmattan.

LE PETIT LAROUSSE Illustré (2018). *Dictionnaire.* Paris : Edition 200 ans, bicentenaire.

PERROUX, F. (1986). *Problème de développement.* Paris : Edition C.R.P.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL, article sur la corruption disponible sur http : www.transparency.org, consulté, le 02 septembre 2016.

WALT WHITMAN ROSTOW. (1990). *The stages of economic growth: a non-communist manifesto.* Cambridge university press. Edition Cambridge.